

ARRÊTÉ

Arrêté n° : SL/ST/2024/ 333

Interdiction de stationnement,
Autorisation de travaux,
Occupation du domaine public,

Du mardi 02 Juillet 2024,
Au vendredi 19 Juillet 2024,
Prolongation de l'arrêté
N° :SL/ST/2024/280

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et
notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

CONSIDERANT qu'en raison de travaux
d'extension électrique BTA, par l'entreprise
MARRON-TP, pour le compte d'Enedis, il est
nécessaire d'occuper les emprises, et d'interdire le
stationnement, au droit de l'Avenue de la Forêt,
Rue Notre-Dame de Bonsecours et Avenue Général
de Gaulle.

ARRÊTONS

Article 1 : Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré comme gênant,
au droit de l'Avenue de la Forêt, Rue Notre-Dame de Bonsecours et Avenue Général de Gaulle, du mardi 02
Juillet 2024 au vendredi 19 Juillet 2024.

Article 2 : La circulation des véhicules de toute nature sera restreinte, au droit de l'Avenue de la Forêt,
Rue Notre-Dame de Bonsecours et Avenue Général de Gaulle, du mardi 02 Juillet 2024 au vendredi 19
Juillet 2024.

Article 3 : L'entreprise MARRON-TP est autorisée à intervenir sur le domaine public au droit du mardi
02 Juillet 2024 au vendredi 19 Juillet 2024.

Article 4 : L'entreprise MARRON-TP se conformera aux prescriptions du manuel du chef de chantier
pour la mise en place de son balisage et aux prescriptions techniques formulées.

Article 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies
conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la
Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

Article 6 : **L'entreprise est responsable de la mise en place et du maintien de tout le balisage adéquat
durant le chantier.**

Article 7 : **Les panneaux de stationnement interdit seront mis en place par l'entreprise.**

Article 8 : Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent arrêté.

Article 9 : L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour
saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi
notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site
www.telerecours.fr

Article 10 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
 - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
 - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- Publiée et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le **05 JUL. 2024**



Le Maire,
Pour le Maire,
Et par Délégation.

Daniel GUEDRAS
4^{ème} Adjoint au Maire